CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE
DE L'ORDRE DES MASSEURS KINESITHERAPEUTES D'ILE-DE-FRANCE ET DE LA REUNION

5, rue Francis de Pressensé - 93210 LA PLAINE-SAINT-DENIS

République Française
Au nom du peuple français

Affaire n°15/006
Procédure disciplinaire

M. X
Contre
M. Y

Audience du mardi 30 juin 2015

Décision rendue publique par affichage le 21 juillet 2015

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE DE PREMIERE INSTANCE

Vu la plainte, enregistrée au greffe de la Chambre disciplinaire de première instance, le 25 février 2015, la plainte déposée par M. X (...) transmise sans s'y associer par le Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes (...) à l'encontre de M. Y (...), et tendant à ce que soit infligé à ce dernier une sanction sans en préciser la nature ni le quantum ;

M. X soutient que M. Y a manqué à ses obligations contractuelles relatives au remplacement édictées à l'article R.4321-107 du code de la santé publique en ne communiquant aucune information utile relative à sa situation (ni n° ADELI, ni responsabilité civile professionnelle, ni adresse postale), que cette rétention d'informations est irrespectueuse envers la sécurité sociale ; que M. Y a encore manqué à ses obligations relatives à la fixation des honoraires édictées aux articles R.4321-77 et R.4321-98 du code de la santé publique par la pratique d'une facturation abusive (en nombre de séances réalisées, en cotation et bilans) ; que l'ensemble de ces agissements fait état d'un manquement à son obligation de moralité et de probité édicté à l'article R.4321-54 du code de la santé publique et de bonne confraternité édictée à l'article R4321-99 du code de la santé publique ;

Vu le mémoire complémentaire enregistré le 16 juin 2015, produit par M. X, qui maintient ses précédentes écritures et fait valoir, en outre, que M. Y a encore manqué à ses obligations relatives aux patients édictées à l'article R.4321-53 du code de la santé publique relative au respect de la dignité du patient en ayant des gestes déplacés lors des massages, en ne tenant pas le cabinet dans une parfaite propreté, en raccourcissant la durée des séances de soin et en les escroquant lors de la facturation ; et que M. Y a manqué à ses obligations relatives au dossier du patient édicté à l'article R.4321-91 du code de la santé publique en ne pratiquant pas de bilans kinésithérapiques ;

Vu le procès-verbal de non-conciliation du 11 décembre 2015 ;

Vu les pièces desquelles il résulte que le dossier a été communiqué à M. Y qui n'a pas produit de mémoire avant la clôture de l'instruction ;

Vu les autres pièces jointes au dossier ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 juin 2015 :

- Le rapport de M. A ;
- Les explications de M. X ;
- Les explications de M. Y ;

M. Y ayant été invité à reprendre la parole en dernier ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

1. Considérant qu'aux termes de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique : « Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie » ;

2. Considérant qu'aux termes de l'article R. 4321-77 du code de la santé publique : « Toute fraude, abus de cotation, indication inexacte des actes effectués ou des honoraires perçus, ou les deux simultanément, sont interdits » ;

3. Considérant qu'aux termes de l'article R. 4321-98 du code de la santé publique : « Les honoraires du masseur-kinésithérapeute sont déterminés avec tact et mesure, en tenant compte de la réglementation en vigueur, des actes dispensés ou de circonstances particulières. Ils ne peuvent être réclamés qu'à l'occasion d'actes réellement effectués. L'avis ou le conseil dispensé à un patient par téléphone ou par correspondance ne donnent lieu à aucun honoraire. Le masseur-kinésithérapeute répond à toute demande d'information préalable et d'explications sur ses honoraires ou le coût d'un traitement. Il ne peut refuser un acquit des sommes perçues. Aucun mode particulier de règlement ne peut être imposé aux patients. Le forfait pour un traitement, sauf dispositions réglementaires particulières, et la demande d'une provision dans le cadre des soins thérapeutiques sont interdits en toute circonstance » ;

4. Considérant qu'aux termes de l'article R. 4321-99 du code de la santé publique : « Les masseurs-kinésithérapeutes entretiennent entre eux des rapports de bonne confraternité. Il est interdit à un masseur-kinésithérapeute d'en calomnier un autre, de médire de lui ou de se faire l'écho de propos

capables de lui nuire dans l'exercice de sa profession. Il est interdit de s'attribuer abusivement, notamment dans une publication, le mérite d'une découverte scientifique ainsi que de plagier, y compris dans le cadre d'une formation initiale et continue. Le masseur-kinésithérapeute qui a un différend avec un confrère recherche une conciliation, au besoin par l'intermédiaire du conseil départemental de l'ordre » ;

5. Considérant qu'aux termes de l'article R. 4321-107 du code de la santé publique : « Un masseur-kinésithérapeute ne peut se faire remplacer dans son exercice que temporairement et par un confrère inscrit au tableau de l'ordre. Le remplacement est personnel. Le masseur-kinésithérapeute qui se fait remplacer doit en informer préalablement, sauf urgence, le conseil départemental de l'ordre dont il relève en indiquant les noms et qualité du remplaçant, les dates et la durée du remplacement. Il communique le contrat de remplacement. Le masseur-kinésithérapeute libéral remplacé doit cesser toute activité de soin pendant la durée du remplacement sauf accord préalable du conseil départemental de l'ordre » ;

6. Considérant que le 13 septembre 2014, M. Y, kinésithérapeute, a accepté par contrat le remplacement de M. X kinésithérapeute (...), en arrêt de travail à la suite d'un accident de la circulation ; M. X soutient, d'une part, que M. Y a manqué à ses obligations contractuelles relatives au remplacement en violation de l'article R. 4321-107 du code de la santé publique en ne lui communiquant pas pour la rédaction du contrat de remplacement les informations relatives à sa situation (ni n° ADELI, ni responsabilité civile professionnelle, ni adresse postale), qu'il a méconnu ses obligations relatives à la fixation des honoraires prévues aux articles R.4321-77 et R.4321-98 du code de la santé publique en pratiquant une facturation abusive (en nombre de séances réalisées, en cotation et bilans) et que ces agissements traduisent un manquement à l'obligation de moralité et de probité édictée à l'article R. 4321-54 du code de la santé publique et à la bonne confraternité requise par l'article R. 4321-99 du code de la santé publique ; que M. X fait valoir, d'autre part, que M. Y a encore manqué à ses obligations relatives au respect de la dignité du patient en ayant des gestes déplacés lors des massages, en ne tenant pas le cabinet dans une parfaite propreté, en raccourcissant la durée des séances de soin et en les escroquant lors de la facturation en violation de l'article R. 4321-53 du code de la santé publique et a manqué à ses obligations relatives au dossier du patient prévues à l'article R. 4321-91 du code de la santé publique en ne pratiquant pas de bilans kinésithérapiques ;

7. Considérant que M. Y n'a pas produit de mémoire en défense ;

8. Considérant que les faits reprochés à M. Y par M. X tenant au non-respect de la dignité du patient en ayant des gestes déplacés lors des massages, en ne tenant pas le cabinet dans une parfaite propreté, en raccourcissant la durée des séances de soin et en ne pratiquant pas de bilans kinésithérapiques ne sont pas établis par les pièces du dossier ;

9. Considérant, en revanche, qu'il résulte de l'instruction et des débats à l'audience que sont avérés les faits tenant à la non communication pour la rédaction du contrat de remplacement des informations relatives à sa situation (n° ADELI, responsabilité civile professionnelle et adresse postale) et à la pratique de facturations abusives (en nombre de séances réalisées et en cotation) ; que ces agissements constituent des fautes disciplinaires par méconnaissance des articles R. 4321-54, R. 4321-77, R. 4321-98, R. 4321-99 et R. 4321-107 du code de la santé publique ;

PAR CES MOTIFS

10. Considérant qu'il y a lieu d'accueillir la plainte de M. X ;

11. Considérant que les faits relevés au point 9 à l'encontre de M. Y constituent des fautes disciplinaires ; qu'il sera fait une juste appréciation de la gravité des fautes ainsi commises en infligeant à M. Y la sanction du blâme ;

DECIDE

Article 1 : La plainte présentée par M. X à l'encontre de M. Y est accueillie.

Article 2 : La sanction du blâme est infligée à M. Y.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. X, à M. Y, au Conseil départemental de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes (...), au Conseil national de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes, au Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Ile de France, au Procureur de la République près le Tribunal de grande instance (...), au Ministre chargé de la Santé.

Ainsi fait et délibéré par (...), membres de la chambre.

La Plaine-Saint-Denis, le 21 juillet 2015

Le Président de la chambre disciplinaire de première instance

La Greffière

La République mande et ordonne au Ministre chargé de la santé, en ce qui le concerne et à tout huissier en ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.